Heurts au Burundi : la CIRGL délocalise son siège en Zambie

@rib News, 20/11/2015 â€“ Source AFP La ConfÃ©rence internationale pour la rÃ©gion des Grands lacs (CIRGL), qui regroupe douze pays de la sous-rÃ©gion, a dÃ©localisÃ© "provisoirement" son siÃ¨ge de Bujumbura vers la Zambie, en raison de l'aggravation de laÂ crise au Burundi, qui risque de "devenir irrÃ©mÃ©diable". "Nous allons, Ã partir de maintenant, travailler depuis (...) Lusaka en Zambie", a annoncÃ© le secrÃ©taire exÃ©cutif de la CIRGL, le congolais Ntumba Louaba (photo), dans une lettre aux ministres des Affaires Ã©trangÃ¨res des pays membres, datÃ©e du 18 novembre.

"Mon personnel et moi-mÃªme ne nous sentons pas en sÃ©curitÃ© Ã Bujumbura, oÃ¹ se trouve le siÃ¨ge de notre organisation", Ã©crit dans cette lettre M. Louaba. Le 18 mai, - cinq jours aprÃ¨s l'Ã©chec d'une tentative de coup d'Etat militaire et alors que Bujumbura Ã©tait le thÃ©Ã¢tre de manifestations quasi-quotidiennes souvent violemment rÃ©primÃ©es -, l dÃ©cision avait Ã©tÃ© prise de dÃ©placer temporairement le siÃ¨ge de l'organisation ailleurs qu'Ã Bujumbura.Â Mais la mise oeuvre de cette dÃ©cision avait Ã©tÃ© suspendue le temps "d'observer l'Ã©volution de la situation", prÃ©cise le secrÃ©taire exÃ©cutif. "Aujourd'hui, la situation s'est aggravÃ©e au Burundi, particuliÃ¨rement Ã Bujumbura, et demeure extrÃªmement volatile", poursuit-il. "Honorables ministres, si rien n'est fait immÃ©diatement, le Burundi pourrait plonger dans un cycle de violences qui aboutira Ã l'irrÃ©mÃ©diable", avertit-il, estimant la situation "trÃ¨s inquiÃ©tante". "Chaque semaine, si ce n'est chaque jour, des cadavres sont dÃ©couverts dans les rues de Bujumbura et parfois ailleurs dans le pays. Il y a aussi des tirs et explosions de grenades dans la journÃ©e, faisant de nombreux morts et blessÃ©s" chez les policiers ou les civils, dÃ©taille le haut diplomate. Selon un diplomate africain, cette dÃ©localisation est "un coup dur, un de plus pour Nkurunziza, qui est en train d'Ãªtre lÃ¢chÃ© par tout le monde et mÃªme les pays africains". Le Burundi a plongÃ© fin avril dans une grave crise politique Ã©maillÃ©e de violences, Ã l'annonce de la candidature du prÃ©sident Pierre Nkurunziza Ã un troisiÃ¨me mand qui, selon ses adversaires, viole la Constitution et l'accord d'Arusha ayant mis fin Ã la guerre civile (1993-2006, 300.000 morts). La rÃ©pression des manifestations et la rÃ©Ã©lection en juillet de M. Nkurunziza, lors d'un scrutin controversÃ©, n'ont pas empÃªchÃ© l'intensification des violences, dÃ©sormais armÃ©es, marquÃ©es par des assassinats ciblÃ©s et des attaques contre la police.